

*Le logement*

\$220. Vous auriez obtenu le maximum si votre revenu n'avait pas dépassé \$25,000. Ce programme devait aider les gagnepetit.

Le parti libéral y a mis le holà. Le Nouveau parti démocratique en a fait autant. Pourtant, le chef de ce parti, l'Uriah Heap de la politique canadienne, parcourt le pays, se tordant les mains, disant aux gens combien il les plaint et combien son cœur saigne pour les Canadiens qui doivent payer des taux d'intérêt et des hypothèques si élevés et donner tellement d'argent aux banques. Il leur dit combien leur situation le préoccupe alors que c'est lui qui les a mis dans la misère. C'est lui qui les a remis sous la tutelle du parti libéral. Cet homme devrait comprendre et démissionner s'il se soucie vraiment des Canadiens et des difficultés qu'ils éprouvent. Il se fait le complice du gouvernement et de sa politique économique et constitutionnelle. Il s'est empressé de coucher avec le gouvernement.

**Une voix:** Vous avez bien couché avec les sociétés pétrolières.

**M. Crosbie:** Pardon?

**Une voix:** Vous avez couché avec les sociétés pétrolières.

**M. Crosbie:** La seule personne avec qui je couche—je ne citerai pas à la Chambre le nom de cette dame. Je ne couche avec personne, sauf à l'occasion.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Où cela nous mène-t-il? Nous avons ce projet de loi C-89. Le ministre qui l'a signé de son nom restera pour les historiens—comment s'appelle déjà le personnage le plus mesquin de Charles Dickens?

**Une voix:** John Crosbie!

**Mme Mitchell:** Uriah Heap!

**M. Crosbie:** Uriah Heap, Fagan—on s'en souviendra comme du ministre du logement le plus minable de toute notre histoire. Si le ministre du logement n'arrive pas à mieux s'entendre avec le ministre des Finances, il devrait démissionner. Il devrait rappeler au ministre des Finances quelques-uns de ces passages que j'ai trouvés sans difficulté. Les députés veulent-ils savoir ce que le ministre des Finances a dit? Il a dit que son budget comportait trois thèmes principaux: l'austérité, l'équité et le renouveau économique. Il devrait d'abord poser la question suivante au ministre: Où est l'équité dans votre budget, monsieur le ministre? Vous m'accordez 38 millions de dollars pour répondre aux besoins de quelque 950,000 détenteurs d'hypothèques dont les contrats expirent cette année.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre.

**Une voix:** Hors jeu!

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, je vous prie.

**M. Crosbie:** Non, monsieur l'Orateur, je ne fais que commencer.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Selon les dispositions du Règlement concernant le temps de parole, le député a terminé son intervention.

**M. Crosbie:** Je vous remercie, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Bill Clarke (Vancouver Quadra):** Monsieur l'Orateur, ce n'est sûrement pas la première fois que je me lève pour débattre un bill de ce genre. J'ai eu l'occasion de le faire en 1973 et 1975 puis en 1979, pour ne rappeler que quelques dates. A la première occasion, en 1973, je m'étais permis de donner un conseil au gouvernement qui se résumait à ceci: quittez le domaine du logement si vous voulez rendre service aux particuliers.

**Mme Mitchell:** C'est ce qu'ils sont en train de faire!

**M. Clarke:** Neuf ans ont passé depuis que j'ai fait ma première recommandation, et le gouvernement ne l'a pas suivie. Pourtant, le ministre de l'époque, l'honorable Ron Basford a pris mon conseil au pied de la lettre. Il a commencé par quitter le ministère de l'habitation et des Affaires urbaines, quelques années plus tard, il quittait le ministère de la Justice, puis un peu après, il quittait même le Parlement pour devenir simple citoyen de la ville de Vancouver. Peut-être que lorsqu'il y aura des élections générales, les députés d'en face vont se faire chasser d'ici aussi, ou du moins du pouvoir, et que le secteur de l'entreprise privée pourra enfin se mettre à construire les logements dont tous les Canadiens ont tant besoin.

Mais le gouvernement s'est-il vraiment retiré? Qu'a-t-il fait pour stimuler l'entreprise privée? Je renvoie la Chambre au volume III des comptes publics, aux états financiers de la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui donnent comme principal élément du passif de la Société, les emprunts de plus de 10 milliards du gouvernement du Canada. Elle a emprunté \$10,085 millions de dollars au gouvernement du Canada.

Nous savons, n'est-ce pas, monsieur l'Orateur, d'où vient cet argent? Des contribuables qui triment et se démènent pour se loger alors qu'ils portent cette charge fiscale sur leurs épaules. On ne s'est pas contenté d'emprunter dix milliards aux contribuables canadiens pour les confier à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et permettre au ministre d'en disposer à sa guise. A l'Annexe 5 des comptes publics pour l'année terminée le 31 décembre 1980, on constate que le ministre a dépensé 997 millions supplémentaires au titre des subventions, contributions et subsides. A trois millions près, le ministre a déposé un milliard en subventions, contributions et subsides au cours de l'exercice 1980. Cette tendance se désignait déjà en 1979 puisque le ministre s'était vu accorder 840 millions, lesquels 840 millions sont devenus 997 millions en 1980. Le budget actuel des dépenses réduit sensiblement ce montant, qui est encore de 900 millions que le ministre est libre de dépenser à sa guise dans le secteur du logement.